



Communiqué de presse
Berne, le 4 novembre 2025

Baromètre suisse des PME: peu d'optimisme dans les arts et métiers

Selon le nouveau baromètre des PME établi par l'Union suisse des arts et métiers usam, une union cantonale des arts et métiers sur deux s'attend à une détérioration de la situation économique des PME au cours des douze prochains mois. La bureaucratie, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'aménagement du territoire de plus en plus restrictif continuent de peser lourdement sur les entreprises. Par ailleurs, les PME s'inquiètent de plus en plus du manque de relève.

52% des unions cantonales des arts et métiers s'attendent à une détérioration de la situation économique des PME au cours des douze prochains mois, 42% tablent sur une stagnation. C'est ce qui ressort du nouveau baromètre suisse des PME de l'Union suisse des arts et métiers usam – établi sur la base d'une enquête réalisée auprès des unions cantonales des arts et métiers.

À noter: aucune union cantonale des arts et métiers ne prévoit d'amélioration. Dans ce contexte, les entrepreneurs envisagent l'avenir d'un œil critique, mais pragmatique. Les principaux défis pour les PME restent la bureaucratie croissante, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'aménagement toujours plus restrictif du territoire. À ces difficultés s'ajoutent désormais les inquiétudes liées au manque de relève.

Pierre Daniel Senn, vice-président de l'usam, explique: «Actuellement, davantage de professionnels quittent le marché du travail qu'il n'en arrive de nouveaux. La vague de départs à la retraite des baby-boomers accentue cette tendance». Il souligne dès lors l'importance d'introduire les titres de *Professional Bachelor* et *Professional Master*, qui devraient renforcer l'attrait de la formation professionnelle supérieure.

L'aménagement du territoire pèse lui aussi lourdement sur les entreprises. Moins de la moitié des communes sont en mesure de promouvoir activement la densification de leurs zones bâties, la majorité ne disposant pas encore d'une base juridique à cet effet. La construction de logements a ainsi reculé de plus de 13% par rapport à l'année précédente, et les procédures d'octroi de permis de construire pour les immeubles d'habitation durent en moyenne quelque 200 jours. «Le constat est clair», relève Pierre Daniel Senn: «on construit trop peu, on développe trop peu et on optimise insuffisamment les surfaces existantes».

Situation aggravée dans les régions périphériques

Le manque de logements accentue particulièrement la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les régions périphériques. Maurus Blumenthal, directeur de l'Union cantonale des arts et métiers des Grisons, précise qu'un tiers des entreprises du canton ne peut pas engager de nouveaux collaborateurs faute de logements disponibles. En parallèle, il critique les initiatives politiques, comme celle des Jeunes Socialistes, qui augmentent le risque entrepreneurial. «Les entrepreneurs ont tout intérêt à réduire leur empreinte écologique, comme le montre l'exemple de *Green-Tech Kompetenznetzwerk Graubünden*», fait-il remarquer. De même, des initiatives telles que service citoyen sont largement rejetées par les unions cantonales, car elles priveraient les entreprises de main-d'œuvre. Ce service civique pourrait en outre aggraver un problème déjà existant: la concurrence des PME par l'État. Ainsi, les PME actives dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé, de l'éducation ou

de l'accompagnement seraient évincées du marché sachant que les personnes astreintes au service citoyen feraient alors défaut dans les arts et métiers.

IA: chances de rester compétitives malgré la pénurie de main-d'œuvre qualifiée

L'union cantonale PME Bernoises met tout particulièrement en évidence les effets de la bureaucratie et des recours. Plus de la moitié des PME réclament des procédures d'autorisation plus rapides et plus transparentes, une plus grande flexibilité en matière de surfaces utiles et une meilleure coordination entre le canton et les communes. Pour Ernst Kühni, président de PME Bernoises, la bureaucratie conduit à «l'immobilisme plutôt qu'à l'innovation et est un véritable poison pour les PME». Dans le même temps, selon la propre enquête de PME Bernoises, les technologies telles que l'IA offrent aux entreprises des opportunités de rendre les processus plus efficaces et d'atténuer les pénuries de personnel.

Craintes d'un resserrement des conditions de crédit

Une partie des unions cantonales des arts et métiers fait état d'un resserrement des conditions d'octroi de crédits par les banques. Outre les défis intérieurs, des facteurs internationaux pèsent aussi sur les entreprises. Les droits de douane américains de 39% ont des effets particulièrement négatifs sur les petites entreprises. Le paquet européen, dont la procédure de consultation vient de s'achever et qui sera débattu au Parlement, suscite lui aussi des incertitudes. Il est perçu de manière critique par les PME, qui craignent en particulier un accroissement de la bureaucratie. Dans ce contexte, Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam, insiste sur l'urgence d'alléger les charges: «Les nouvelles ne sont pas bonnes. Nous avons désormais impérativement besoin de mesures efficaces visant à alléger les PME».

Exigences des PME

Les coûts administratifs ont un impact direct sur le PIB – l'usam estime qu'ils représentent environ 10% du PIB ou 80 milliards de francs par an. Les coûts administratifs pèsent davantage sur les PME que sur les grandes entreprises. Dans ce contexte, l'Union suisse des arts et métiers usam demande – outre le rejet de l'initiative service citoyen et de l'initiative fiscale des Jeunes Socialistes – un programme complet d'allègement et de revitalisation pour les PME. Ce programme comprend notamment un frein aux coûts de la réglementation pour les PME, des procédures d'autorisation de permis de construire plus rapides, une réduction de l'empreinte de l'État, la prévention d'une nouvelle hausse des charges salariales ainsi qu'une politique en matière de commerce extérieur diversifiée et favorable aux PME.

Renseignements complémentaires

Pierre Daniel Senn, vice-président usam, portable 076 376 75 17, mél. pds@sennautos.ch

Urs Furrer, directeur usam, portable 079 215 81 30, mél. u.furrer@sgv-usam.ch

Ernst Kühni, président PME Bernoises, portable 079 210 22 80, mél. ernst.kuehni@kuehni.ch

Maurus Blumenthal, directeur UCAM GR, portable 079 394 52 86, mél. blumenthal@gewerbe-gr.ch

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.

Intervention de Pierre Daniel Senn, vice-président de l'Union suisse des arts et métiers usam

Mesdames, Messieurs,

Mon intervention a pour objectif de vous donner un aperçu de la situation actuelle des arts et métiers suisses.

Les résultats de l'enquête de l'Union suisse des arts et métiers usam, intitulée «**Les défis des PME en Suisse**», sont très instructifs à ce sujet. En tant qu'organisation faîtière regroupant plus de 600 000 membres de toutes les branches, nous avons une très bonne vue d'ensemble de la situation économique des PME suisses. L'enquête a été **menée pour la première fois en octobre 2025** et elle **sera dorénavant réalisée tous les trimestres**. Elle montre clairement que si l'évolution économique des PME est encore décrite comme «inchangée» au cours des douze derniers mois par plus de 50% des associations, **plus de 52% d'entre elles s'attendent à une détérioration au cours des douze prochains mois. 42% seulement tablent sur une situation stable et personne ne s'attend à une amélioration.**

L'enquête montre également que les préoccupations des PME restent inchangées. En premier lieu, la **bureaucratie** continue de leur faire perdre du temps, de l'argent et des nerfs, sans pour autant diminuer. Deuxièmement, la **pénurie de main-d'œuvre qualifiée** reste un problème central. Pratiquement toutes les branches ont du mal à trouver des collaborateurs qualifiés, de l'artisanat à l'industrie en passant par le tourisme. Troisièmement, l'**aménagement du territoire** constitue un frein croissant à la croissance. **Par ailleurs, le recrutement d'apprentis est perçu comme un problème émergent. De nombreuses entreprises constatent qu'il devient plus difficile d'attirer de jeunes talents, ce qui est un signal d'alarme pour l'avenir de notre système de formation duale.**

L'**aménagement du territoire illustre parfaitement les obstacles auxquels les PME sont confrontées au quotidien. 43% des communes peuvent poursuivre leur densification vers l'intérieur, car elles ont déjà adapté leurs plans d'affectation. Cependant, 57% des communes n'en sont pas encore là.** Elles ne disposent donc pas de la base juridique nécessaire pour promouvoir la densification vers l'intérieur du bâti. En d'autres termes, on construit trop peu, on développe trop peu, on optimise trop peu les surfaces existantes. Cela se répercute sur la construction. Celle-ci a par exemple reculé de 13% par rapport à l'année précédente dans le domaine des immeubles d'habitation. La durée moyenne d'une procédure d'autorisation de permis de construire est d'environ 200 jours. De nombreux projets prennent du retard, les coûts augmentent et les investisseurs se retirent. Des possibilités de recours excessives renforcent encore ce cercle vicieux, ce qui menace la compétitivité de régions entières.

À ces défis structurels s'ajoutent des pressions politiques. **L'initiative service citoyen, qui sera soumise au vote le 30 novembre, est clairement rejetée par les PME.** Elle priverait les entreprises d'une main-d'œuvre supplémentaire, alourdirait les charges administratives et, loin d'encourager le bénévolat, elle le rendrait obligatoire. Le verdict est tout aussi clair concernant l'initiative des Jeunes Socialistes. Elle est considérée par les associations comme nuisible pour la place économique et pour la croissance, car elle contraint les PME saines à vendre et à s'endetter en cas de succession. Elle affaiblit la création de valeur régionale et restreint la liberté entrepreneuriale. Les interventions ordonnées par l'État, déguisées en mesures de protection du climat, pèsent davantage sur la classe moyenne et les PME.

L'accès aux crédits bancaires est un autre thème central. **Depuis la faillite de Credit Suisse, 36% des associations font état d'un durcissement des conditions d'octroi de crédits.** La baisse de la concurrence sur le marché bancaire et le manque de savoir-faire en matière de financements

complexes ont un impact direct sur les investissements, les transformations ou les extensions des entreprises et freinent la croissance.

Les PME suisses accomplissent chaque jour un énorme travail: elles créent des emplois, forment des apprentis et assurent la prospérité de notre pays. Pour qu'elles puissent continuer à le faire, elles ont besoin de conditions-cadres fiables, d'une bureaucratie allégée et d'une politique qui tienne compte de la réalité des entreprises. Actuellement, de nombreuses PME broient du noir. Elles ont surmonté de nombreux obstacles à l'intérieur même de notre pays grâce à leur esprit d'entreprise flexible et innovant. Mais elles sont désormais soumises à une forte pression. À un moment donné, le verre n'est plus à moitié plein ou à moitié vide, mais trop plein. L'eau menace alors de déborder. Cela semble être le cas aujourd'hui. Urs Furrer vous présentera tout à l'heure les exigences des PME au niveau politique.

Berne, 4 novembre 2025

L'aménagement du territoire comme défi, les technologies vertes comme opportunité et l'esprit d'entreprise comme fondement de notre prospérité

1. Aménagement du territoire

Les conséquences négatives de la politique d'aménagement du territoire menée ces dernières décennies sont désormais clairement visibles dans les Grisons également. Des développements mal orientés entraînent une perte de potentiel de création de valeur et empêchent le recrutement de personnel qualifié en raison du manque de logements. Notre dernière enquête auprès de nos membres montre que plus d'un tiers des entreprises des Grisons considèrent que le développement de leur activité est entravé par la disponibilité limitée de terrains à bâtir ou de surfaces utiles. De même, plus d'un tiers d'entre elles ne peuvent pas embaucher de collaborateurs potentiels, car ceux-ci ne trouveraient pas de logement adapté à proximité. Comme déjà mentionné, les principales raisons en sont: 1) la bureaucratie excessive des procédures des permis de construire et la peur des autorités de prendre des décisions, 2) le flot d'oppositions émanant de particuliers et d'organisations de protection, et 3) **la centralisation croissante en matière de politique d'aménagement du territoire**. Pour les régions dont la topographie diffère de celle du Plateau, comme c'est le cas dans les Grisons, ce dernier point est le plus grave.

Les dispositions légales fédérales, en particulier l'initiative sur les résidences secondaires et la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT 1), freinent de plus en plus le développement économique, notamment dans les régions périphériques dont les conditions topographiques sont totalement différentes de celles du Plateau. Or, le droit national en vigueur ne tient guère compte de cette diversité.

La loi sur l'aménagement du territoire elle-même prescrit pourtant de promouvoir la vie sociale, économique et culturelle dans toutes les régions du pays et de viser une décentralisation appropriée de l'habitat et de l'économie. Notre exigence est donc claire: **à l'avenir, les dispositions nationales en matière d'aménagement du territoire devront également être formulées de manière à tenir compte des différences cantonales. C'est la seule façon de garantir et de renforcer à long terme un habitat et une économie décentralisés en Suisse.** En matière d'aménagement du territoire, nous avons besoin de plus de fédéralisme que de centralisme, de plus de pragmatisme et de flexibilité que de bureaucratie, et d'un aménagement du territoire qui laisse de la place pour le développement. Outre les communes et le canton – où, en tant qu'union cantonale des arts et métiers, nous travaillons à initier des changements avec un plan d'action en matière d'aménagement du territoire –, il existe trois domaines à réformer au niveau national: 1) **les dispositions en matière d'aménagement du territoire doivent être formulées de manière suffisamment souple pour permettre de tenir compte des différences cantonales;** 2) **ne pas faire de prévisions démographiques le seul critère de mise en œuvre de la LAT 1** et 3) **pouvoir utiliser le marché des résidences secondaires pour les résidences principales.**

2. Initiative Green-Tech Kompetenznetzwerk Graubünden

L'économie s'intéresse fondamentalement au développement écologique durable. Cela ne nécessite pas de réglementations ou de subventions excessives. L'utilisation parcimonieuse des ressources – en particulier des ressources naturelles – fait partie de l'ADN des PME. **Les technologies vertes offrent un potentiel de création de valeur important, en particulier pour un canton comme celui des Grisons, qui dispose de nombreuses ressources naturelles. C'est pourquoi les associations économiques ont lancé le projet Green-Tech Kompetenznetzwerk Graubünden. Cette initiative rassemble une quarantaine d'entreprises et d'institutions de recherche et de formation afin d'exploiter les opportunités de croissance sur le plan entrepreneurial, de promouvoir la mise en réseau, de regrouper les connaissances et de faire avancer les innovations.** L'objectif est de rendre le monde plus durable, de décarboner le système énergétique et de penser et travailler

d'avantage en termes de cycles de matières. Selon une étude [SATW](#) récemment publiée, le potentiel est réel. La création de valeur peut être générée principalement dans les domaines de la construction, de la production d'énergie, de la technologie des plastiques et de la biomasse. Notre conclusion: **ce n'est pas la politique, mais les technologies, le risque entrepreneurial et l'innovation qui préparent le mieux le monde pour les générations futures.** L'État devrait investir principalement dans l'éducation, la recherche et le transfert de connaissances et de technologies, et créer des conditions favorables aux entreprises. Les processus de transformation technologique doivent venir de l'économie elle-même pour être durables.

3. L'entrepreneuriat comme fondement de la prospérité

Les Jeunes Socialistes voient les choses de manière tout à fait opposée. Pour simplifier, l'initiative des Jeunes Socialistes veut introduire un nouvel impôt pour financer de nouvelles subventions et rendre le monde plus juste et plus durable. **Mais cette initiative détruit le risque entrepreneurial et la force d'innovation, et favorise la transformation de l'économie en une économie planifiée.** Et comme le montre l'exemple de *Green-Tech Kompetenznetzwerk Graubünden*, les entrepreneurs, dont de nombreuses PME, sont intéressés à investir dans les technologies vertes. Dans une enquête menée l'année dernière auprès de nos membres, 88% des participants ont déclaré que l'économie durable représentait une opportunité à long terme pour leur entreprise.

Aujourd'hui déjà, environ 10% des contribuables paient près de 80% de l'impôt fédéral direct. Une partie d'entre eux devrait désormais être encore plus lourdement imposée. Cette stratégie est vouée à l'échec. Plusieurs études montrent que l'initiative devrait entraîner une baisse des recettes fiscales. Dans une Suisse pauvre en ressources, l'esprit d'entreprise a toujours été la base de la prospérité pour tous. La prospérité résulte de la création de valeur générée par l'innovation, la persévérance et la prise de risques entrepreneuriaux. La protection de la propriété est l'un des facteurs les plus importants de la prospérité. L'initiative des Jeunes Socialistes est une attaque frontale contre la propriété de nombreuses entreprises familiales en Suisse. Elle est également irrespectueuse envers tous les entrepreneurs qui ont dirigé avec succès des entreprises familiales moyennes et grandes pendant des générations.

Renseignements

Maurus Blumenthal, directeur de l'Union cantonales des arts et métiers GR, portable 079 394 52 86

Berne, 4 novembre 2025

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. L'usam s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.



Schweizerischer Gewerbeverband **sgv**

Union suisse des arts et métiers **usam**

Unione svizzera delle arti e mestieri **usam**

Medienkonferenz vom 4. November 2025
Zustand und Herausforderungen des Gewerbes

Inhalt

1 **Prise de pouls des PME suisse:**

Pierre Daniel Senn, Vice-président

2 **KMU im Spannungsfeld von Fortschritt und Verwaltungshürden:**

Ernst Kühni, Unternehmer und Präsident Berner KMU, Vorstand sgV

3 **Raumplanung als Herausforderung, Grüne Technologien als Chance:**

Maurus Blumenthal, Direktor Bündner Gewerbeverband

4 **Fazit und Forderungen des Gewerbes:**

Urs Furrer, Direktor sgV

Pierre Daniel Senn, Vice-président sgv-usam



Prise de pouls des PME suisse

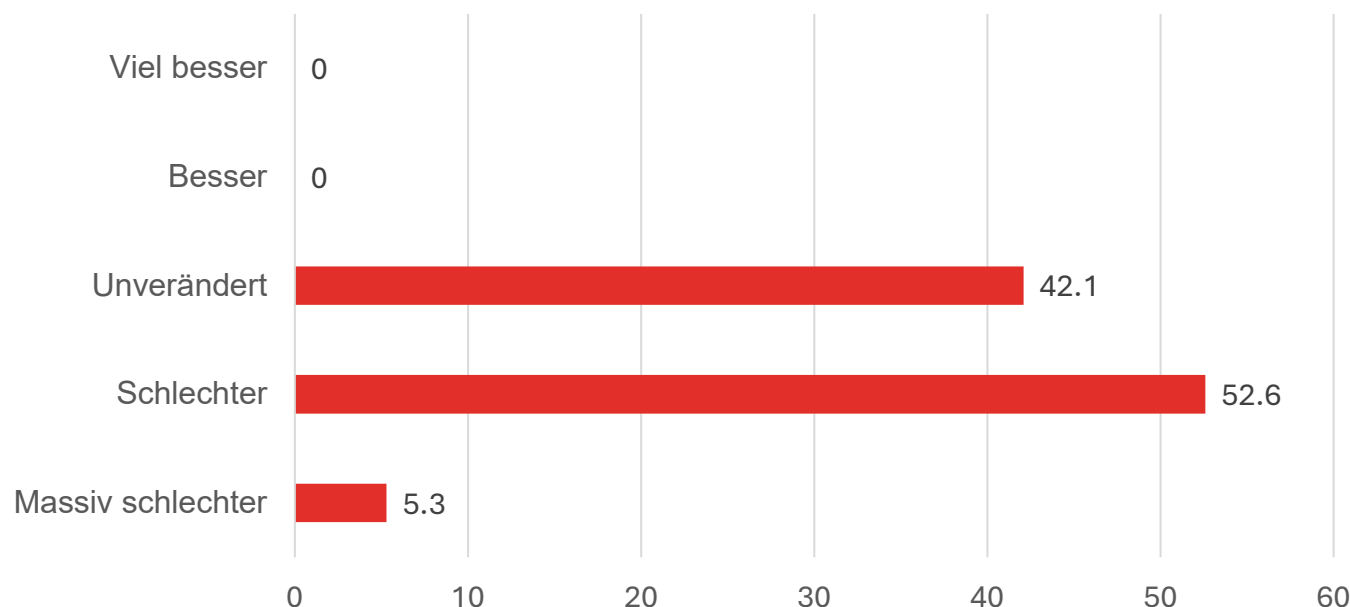
«Des temps difficiles pour les garagistes»



- Automobiles Senn SA est issue d'une histoire familiale qui prend naissance en 1959.
- Automobiles Senn SA est aujourd'hui une entreprise reconnue dans son rayon.
- A la tête de quatre garages, situés à Neuchâtel, Thielle, Yverdon et La Chaux-de-Fonds, elle gère une affaire familiale.
- Elle est désormais conduite par deux des fils de Pierre Senn, Pierre Daniel Senn et David Senn, qui développent la gestion de l'entreprise comme **un seul garage, sur quatre sites.**

KMU sehen sehr besorgt in die Zukunft

Les PME très inquiètes pour l'avenir



Quelle: Schweizerischer Gewerbeverband. N = 19 KGV

Wie bewerten Sie die wirtschaftliche Entwicklung der KMU in Ihrem Verband in den nächsten 12 Monaten im Vergleich zu den letzten 12 Monaten?

Selon vous, comment sera la situation économique des PME membres de votre association au cours des 12 prochains mois comparée aux 12 derniers?

52%

der KGV bewerten die wirtschaftliche Entwicklung im Vergleich zu den letzten 12 Monaten als «schlechter».

des UCAM estiment que la situation économique à venir sera «moins bonne» que celle des 12 derniers mois.

Die drei grossen Sorgenkinder der KMU

Les trois préoccupations majeures des PME

1. Bürokratie

Bureaucratie

2. Fachkräftemangel

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

3. Raumplanung

Aménagement du territoire

Fokus auf Raumplanung

Zoom sur l'aménagement du territoire

Raumplanung

43 % der
Gemeinden
können
verdichten – alle
anderen sind
noch nicht soweit

-13.4 %
geringere
Bautätigkeit
gegenüber 2023

200 Tage Dauer
ab Baueingabe für
ein Wohnhaus -
stark
bürokratisierte
Verfahren

60 %
Einsprache-
verfahren

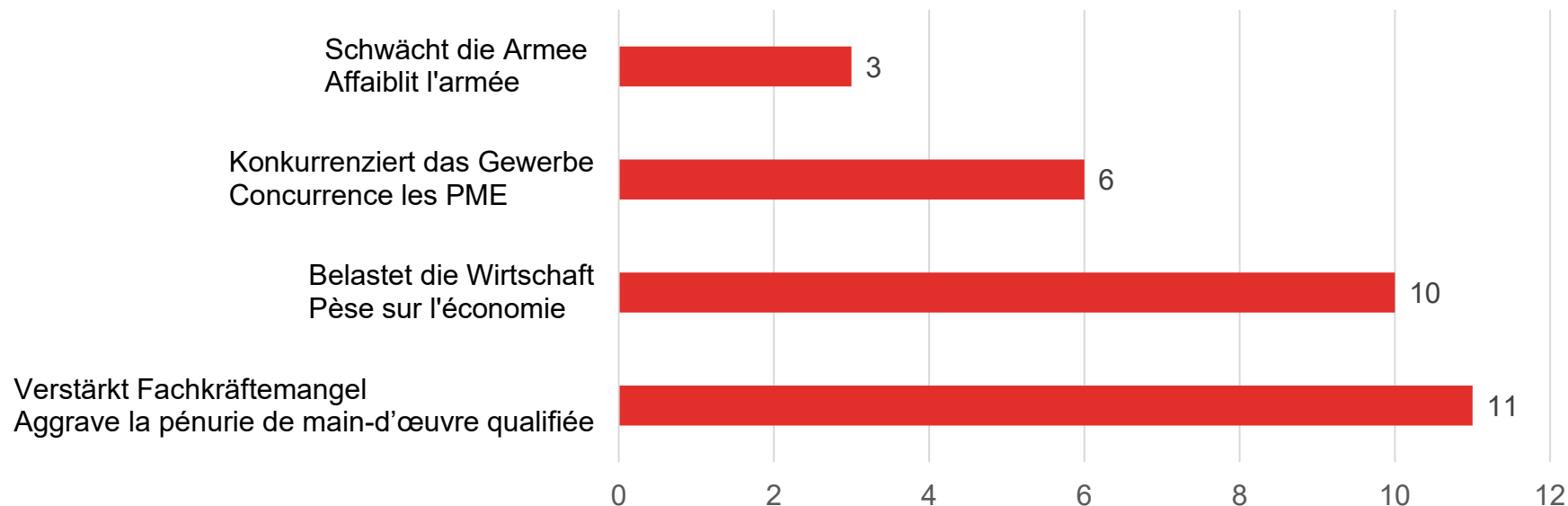
30 %
Einschränkung
wegen
Ortsbildschutz

Quellen: <https://www.news.admin.ch/de/nsb?id=101333>, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bau-wohnungswesen/bautatetigkeit/wohnungsbau-jaehrlich.html>
<https://www.news.admin.ch/de/newnsb/mpV5zis1PLFFizEIFaMOA>
<https://realestatemove.ch/2024/06/13/kantonsabhaengiges-geduldsspiel-bei-baubewilligungen/#:~:text=Kantonsabh%C3%A4ngiges%20Geduldsspiel%20bei%20Baubewilligungen.%20Matthias%20Holzhey%2C%20Economist%2C,v%20erlangsamten%20die%20Baubewilligungsprozess%20im%20vergangenen%20Jahr%20weiter.>

Service-Citoyen-Initiative: Weitere KMU-Hürde

Init. service citoyen: défi suppl. pour les PME

Die Service-Citoyen-Initiative wird von den KGV aus folgenden Gründen abgelehnt:
L'initiative service citoyen est rejetée par les UCAM pour les raisons suivantes:

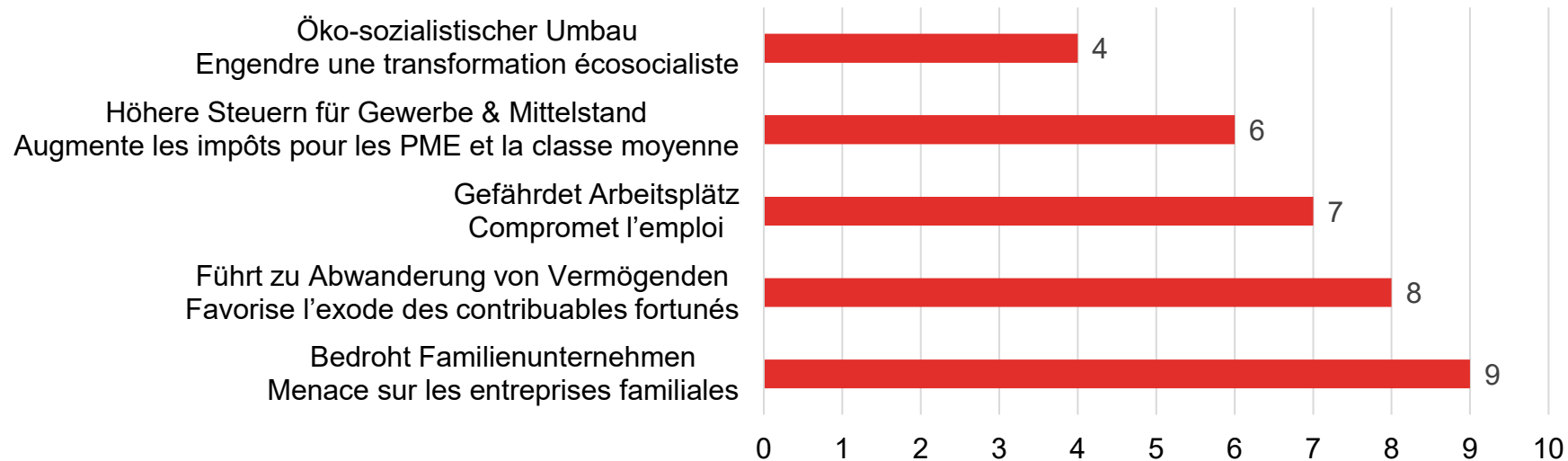


Quelle: Schweizerischer Gewerbeverband. N = 19 KGV

Das hat uns noch gefehlt: Die JUSO-Initiative

Cerise sur le gâteau: l'initiative de la JS suisse

Die JUSO-Initiative wird von den KGV aus folgenden Gründen abgelehnt:
L'initiative de la JS est rejetée par les UCAM pour les raisons suivantes



Quelle: Schweizerischer Gewerbeverband. N = 19 KGV

Zugang zu Bankkrediten wird schwieriger

Obtenir un crédit bancaire devient plus difficile

36%

der KGV empfinden den Zugang zu Bankkrediten schwierig.
des UCAM trouvent l'accès aux crédits bancaires difficile

Ernst Kühni, Präsident Berner KMU



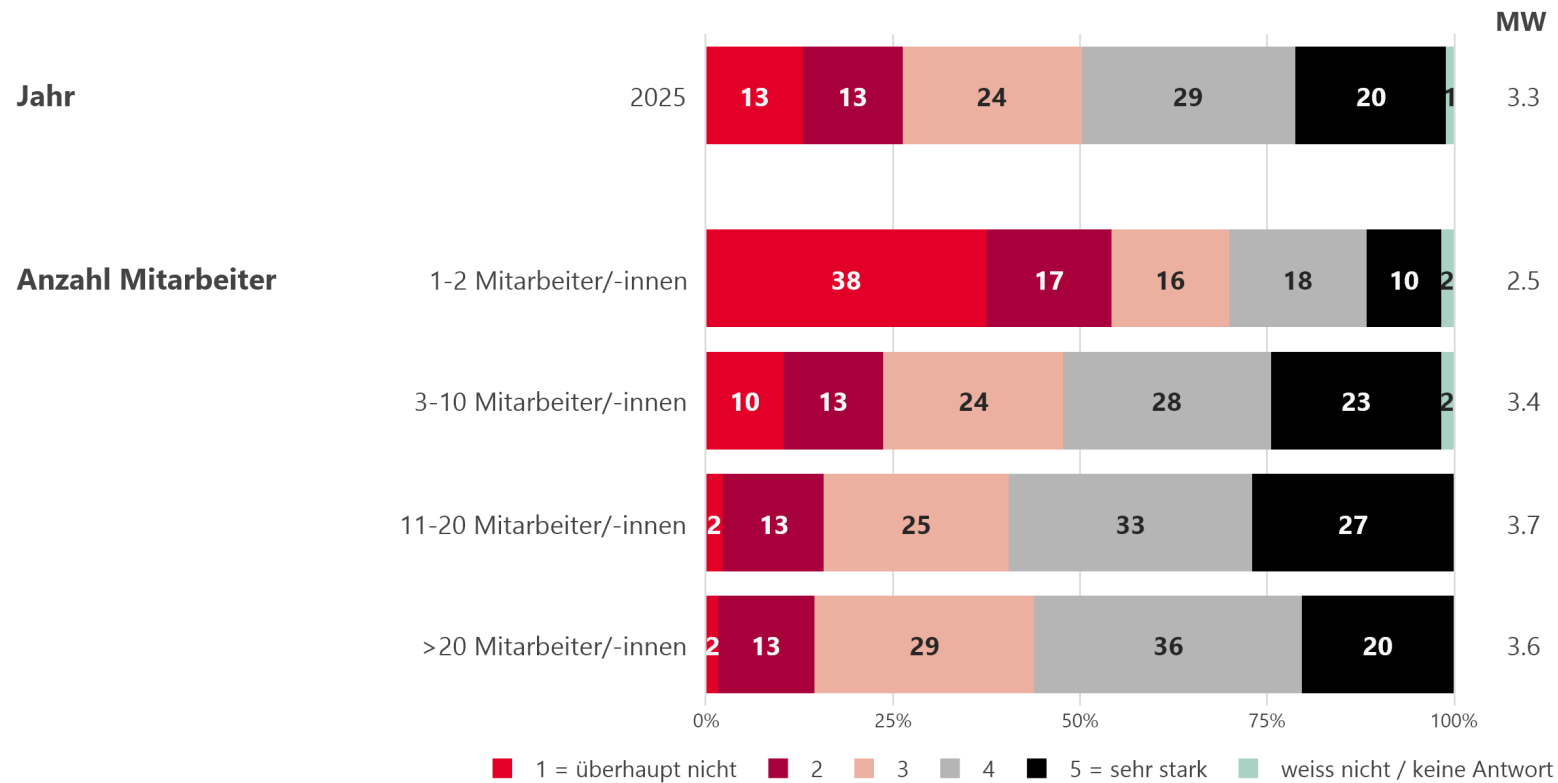
**KMU im Spannungsfeld von
Fortschritt und Verwaltungshürden**

«Als Unternehmer bleibst du flexibel»



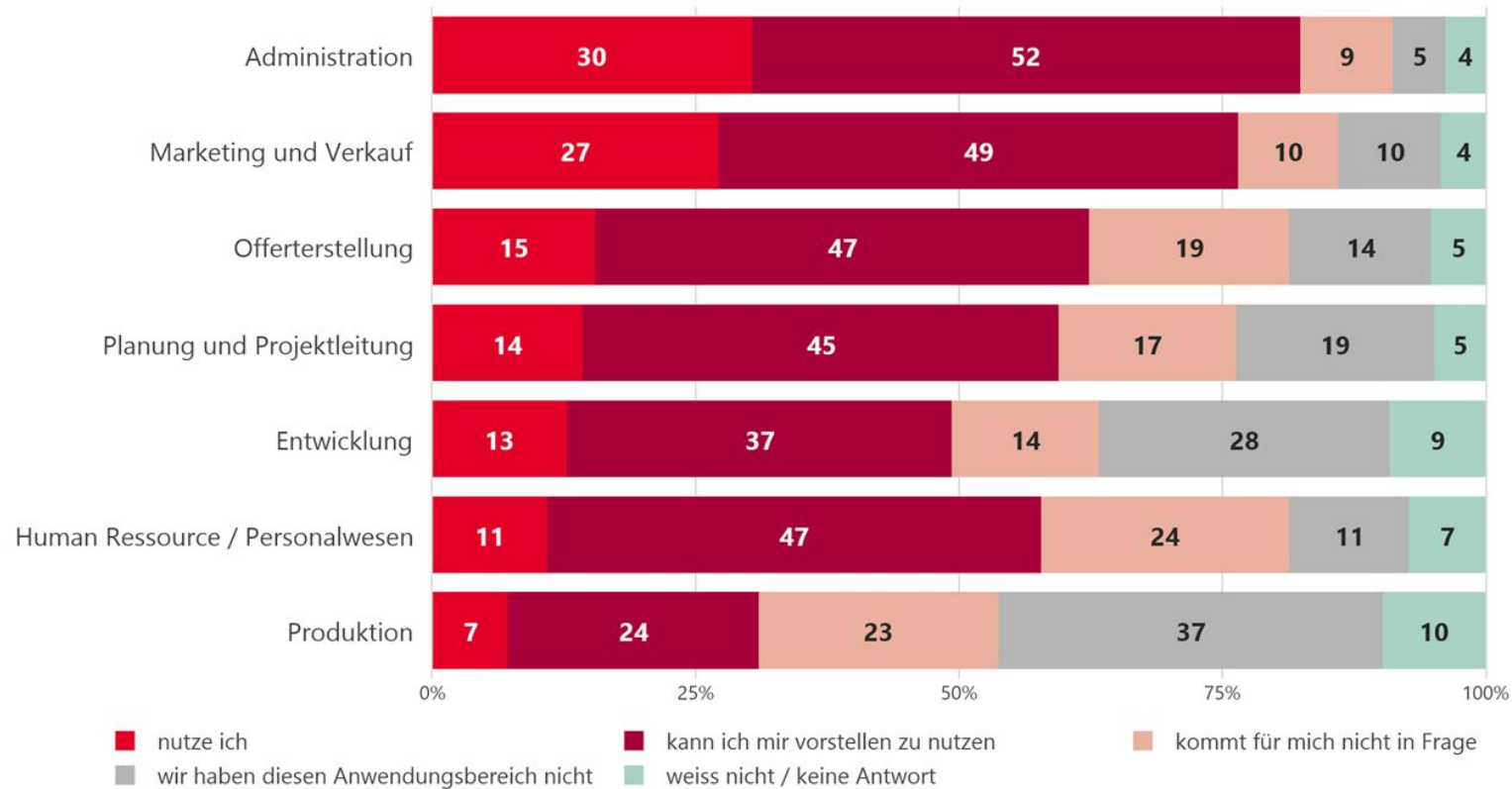
- Präsident der Berner KMU
- Vorstandsmitglied des HIV Emmental
- VR-Präsident der Kühni AG Ramsei
- 34 Lernende von 180 Mitarbeitenden
- Die Kühni AG ist in den vier Sparten Generalunternehmung, Holzbau, Parkett und Schreinerei tätig.

Fachkräftemangel bei Berner KMU



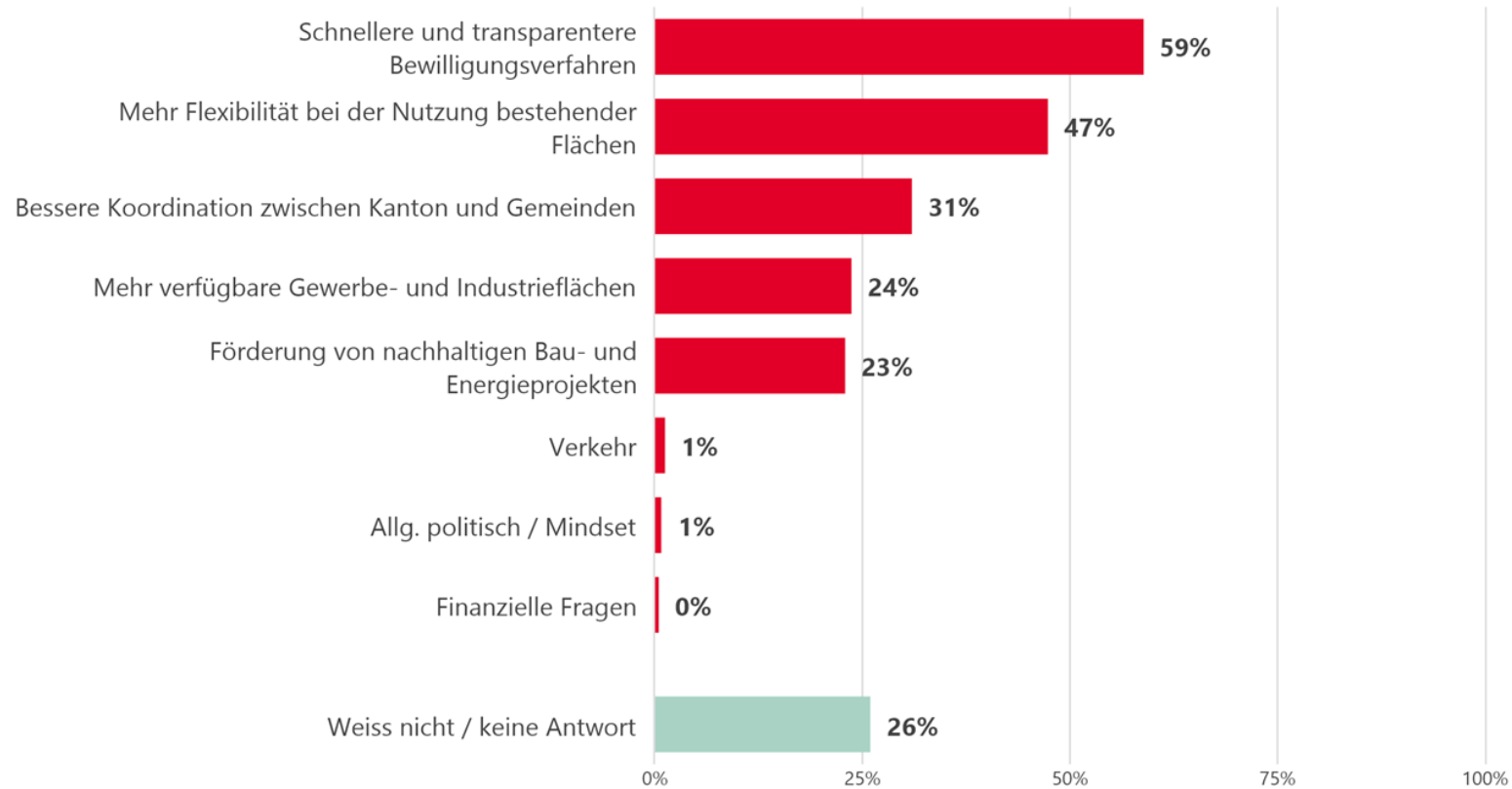
Quelle: Gewerbeverband Berner KMU, Berner KMU-Barometer 2025, gfs zürich, N = 659

Einsatz und Potenzial von KI



Quelle: Gewerbeverband Berner KMU, Berner KMU-Barometer 2025, gfs zürich, N = 659

Handlungsbedarf in der Raumplanung



Quelle: Gewerbeverband Berner KMU, Berner KMU-Barometer 2025, gfs zürich, N = 659

Maurus Blumenthal, Direktor Bündner Gewerbe



**Raumplanung als Herausforderung,
Grüne Technologien als Chance**

Raumplanung hemmt Wertschöpfung

Die bundesrechtlichen Vorgaben in der Raumplanung bremsen zunehmend die wirtschaftliche Entwicklung

- 1/3 der Unternehmen sieht betriebliche Entwicklung behindert.
- 1/3 der Unternehmen kann Fachkräfte mangels Wohnraum nicht anstellen.

Forderung 1: Raumplanungspolitik die Raum für Entwicklung schafft und dezentrales Wohnen und Wirtschaften in der Schweiz langfristig sichert.

Forderung 2: Reduzierung von Komplexität, Stärkung der lokalen Kompetenzen und Bestimmungen nach funktionalen Räumen.

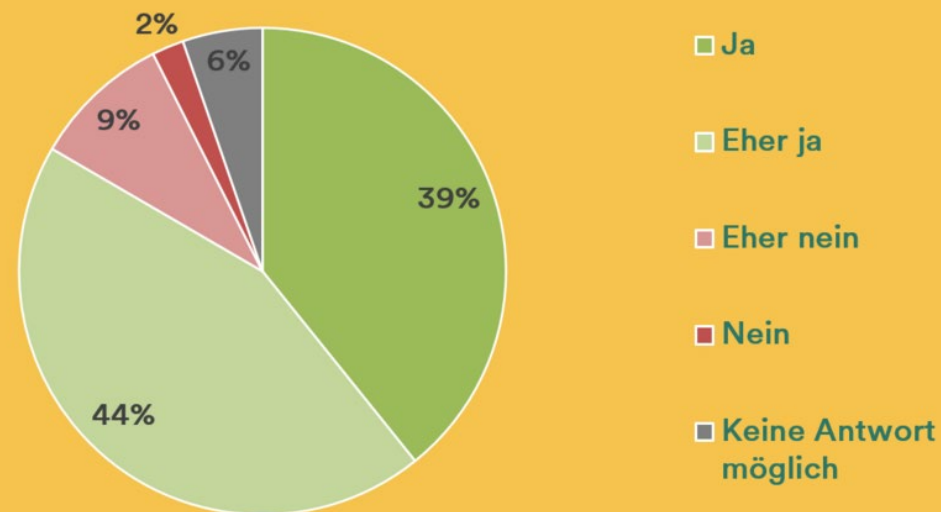
Initiative Green Tech Graubünden



Juso-Initiative: Zerstörung von Wohlstand

Technologien,
Unternehmertum und
Innovation bereiten die
Welt für die nächsten
Generationen am besten
vor und schaffen
Wohlstand

Denken Sie, dass nachhaltiges Wirtschaften
langfristig eine Chance für Ihr Unternehmen ist?



Urs Furrer, Direktor sgv-usam



**Fazit und Forderungen des
Gewerbes**

Gewerbe schafft Jobs.

JUSO zerstört
Unternehmen.

Am 30. November
NEIN
zur JUSO-Steuer

juso-steuer-nein.ch



Les PME créent des emplois.

Les Jeunes Socialistes
détruisent les PME.

Le 30 novembre
NON
à l'impôt des Jeunes
Socialistes

impot-socialiste-non.ch



Le PMI creano posti di lavoro.

L'iniziativa dei giovani socialisti
distrugge le PMI.

Il 30 novembre
NO
all'imposta della
Gioventù Socialista

imposta-socialista-no.ch





Die Initiative schadet dem Gewerbe:
Künftig würden doppelt so viele Leute am
Arbeitsplatz fehlen.

Urs Furrer

Direktor Schweizerischer Gewerbeverband

KMU-Entlastungs- und Revitalisierungspaket

- **Produktivität**
 - KMU-freundliche Regulierung, Regulierungsbremse
 - Flexibler Arbeitsmarkt und starke Berufsbildung
 - Energie, Raumplanung und Mobilität
- **Staat**
 - Entlastungspaket / Verzichtsplannung
 - Tiefe Steuern und Abgaben
 - Föderalismus
- **Aussenhandel**
 - Aktualisierung bestehender und Abschluss neuer FHA, KMU-taugliche Anwendung
 - Abbau technischer Handelshemmnisse

Fragen?